



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CES/2007/4/Add.4  
10 janvier 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**  
**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

**COMMISSION DE STATISTIQUE**

Cinquante-cinquième réunion plénière  
Genève, 11-13 juin 2007  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORTS D'ACTIVITÉ SUR LES TRAVAUX DES ÉQUIPES DE SPÉCIALISTES  
(ÉQUIPES SPÉCIALES, COMITÉS DIRECTEURS, GROUPES DE TRAVAIL)  
RELEVANT DE LA CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

Additif

Rapport de la réunion du Groupe d'experts des statistiques des migrations

Note du secrétariat

**INTRODUCTION**

1. La réunion du Groupe d'experts des statistiques des migrations, qui s'est tenue du 20 au 22 novembre 2006 à Édimbourg, a été organisée conjointement avec l'Office statistique de la Commission européenne (Eurostat) et en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Y ont participé des représentants des pays suivants: Albanie, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan et Tunisie. Eurostat représentait la Commission européenne. Des représentants du Bureau international du Travail (BIT), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de la Division de statistique de l'ONU et de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (UNMIK) étaient également

présents. Des experts de l'Administration des Bermudes (Royaume-Uni), de l'Université d'État de Moscou (Fédération de Russie), de Statistics Aaland Islands (Finlande), de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et de MEDSTAT II ont participé à la réunion, sur l'invitation du secrétariat.

2. Un certain nombre de participants ont pu assister à la réunion grâce à l'aide financière fournie par le FNUAP, le PNUD et Eurostat. La réunion a été accueillie par le General Register Office of Scotland.

3. M<sup>me</sup> Margaret Michalowski (Canada) a été élue Présidente de la réunion.

## II. ORGANISATION DE LA RÉUNION

4. Les questions de fond suivantes ont été examinées au cours de la réunion:

Séance d'information: principaux problèmes rencontrés en ce qui concerne les statistiques sur les migrations internationales au Royaume-Uni:

- a) Problèmes posés par la mesure de l'émigration et des envois de fond des travailleurs migrants vers leur pays d'origine;
- b) Difficultés soulevées par la mise en œuvre du chapitre relatif aux migrations des Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des logements de 2010;
- c) Nouveau règlement de l'UE relatif aux statistiques sur la migration;
- d) Plan de travail de la Conférence des statisticiens européens destiné à améliorer les statistiques des migrations.

5. Les participants ci-après ont animé les débats:

- M. Michel Poulain, Université catholique de Louvain (Belgique);
- M. Werner Haug, Office fédéral de la statistique (Suisse);
- M<sup>me</sup> Catherine Borrel, INSEE (France);
- M<sup>me</sup> Angela Me, Division de statistique (CEE).

6. Les questions énumérées plus haut ont été examinées sur la base de communications sollicitées et de documents d'appui. Cette documentation peut être consultée sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/stats/documents/2006.11.migration.htm>.

7. Les participants ont adopté le rapport de la réunion à la séance de clôture.

### III. RÉSUMÉ DES DÉBATS

#### Séance d'information: principaux problèmes rencontrés en ce qui concerne les statistiques sur les migrations internationales au Royaume-Uni

Documentation: Exposé du Royaume-Uni.

8. Les tendances récentes des migrations enregistrées au Royaume-Uni ont été présentées et comparées avec celles que l'on relève dans d'autres pays de l'Union européenne. Une attention particulière a été accordée à l'augmentation récente des flux d'immigration après l'élargissement de l'UE en 2004.

9. Il existe au Royaume-Uni plusieurs sources de statistiques sur les flux migratoires internationaux, qui reposent sur des enquêtes par sondage et des données administratives. La méthode actuellement appliquée par l'Office for National Statistics (ONS) pour établir des estimations des flux migratoires internationaux est fondée sur l'International Passenger Survey [enquête sur les voyageurs internationaux] (IPS), une enquête par sondage portant sur les personnes qui entrent dans le pays et qui en sortent. Certaines corrections sont apportées aux estimations basées sur l'IPS pour tenir compte des changements de statut (par exemple, lorsque des personnes de passage prolongent la durée de leur séjour dans le pays). Par ailleurs, il est fait appel à d'autres sources de manière à incorporer dans les statistiques des flux migratoires qui ne sont pas suffisamment pris en considération dans l'IPS, notamment ceux des demandeurs d'asile et les mouvements de personnes en provenance et en direction de l'Irlande.

10. L'expérience du Royaume-Uni montre que d'autres sources administratives, telles que les permis de travail, le «système d'inscription du travailleur» institué récemment, de même que le régime d'assurance national, peuvent aussi procurer des informations très utiles, en particulier sur les tendances de l'immigration et la répartition géographique des immigrants. Les sources administratives peuvent fournir des données particulièrement importantes pour l'établissement d'estimations au niveau infranational, lorsque les estimations issues des enquêtes par sondage ne sont pas fiables en raison de la taille restreinte de l'échantillon.

11. Il faudrait donc encourager l'utilisation conjointe des données administratives et des résultats d'enquêtes statistiques, tout en veillant à concilier les définitions et classifications. La couverture et les définitions des sources administratives devraient être soigneusement comparées aux définitions et classifications adoptées pour les statistiques officielles.

12. Une équipe spéciale, composée de représentants d'organismes statistiques et d'autres experts, a été créée au Royaume-Uni de manière à mieux cerner les besoins des utilisateurs en matière de données sur les migrations, à assurer la concordance entre les produits statistiques et les besoins, et à recommander des méthodes précises dans le but d'améliorer les estimations des migrations. Les défis mis en évidence par cette équipe spéciale sont les suivants: la mesure des migrations à court terme, pour lesquelles aucune source de données existante ne peut procurer des estimations fiables; et l'utilisation simultanée de diverses sources telles que l'IPS, l'enquête sur la population active et les données administratives, qui peut offrir une solution éventuelle.

A. Problèmes posés par la mesure de l'émigration et des envois de fonds des travailleurs migrants vers leur pays d'origine

*A.1 Mesure de l'émigration à l'aide de données sur l'immigration*

Documentation: Communications sollicitées de l'Équipe spéciale CEE/Eurostat chargée de la mesure de l'émigration sur la base de données relatives à l'immigration, de la Suisse, du Portugal, du Canada et de l'Estonie (présentées par la Suisse et le Canada).

13. C'est un point acquis que l'établissement de statistiques fiables sur l'émigration soulève des difficultés. Bon nombre de pays signalent que l'information dont ils disposent sur l'émigration est très restreinte. Une équipe spéciale créée à la dernière réunion du Groupe d'experts avait lancé un échange de données expérimental entre certains pays dans le but de déterminer si des estimations relatives à l'émigration pourraient être établies sur la base des données relatives à l'immigration communiquées par les pays de destination. Dix-neuf pays avaient participé à cette expérience, au sein de quatre groupes dirigés respectivement par le Canada, l'Estonie, le Portugal et la Suisse. Plusieurs pays faisaient partie de plus d'un groupe.

14. Les résultats de l'analyse des données recueillies ont été présentés lors de la réunion en même temps qu'un projet de lignes directrices sur les modalités de mesure de l'émigration à l'aide de données sur l'immigration.

15. Les participants à la réunion ont conclu que cette expérience s'était avérée positive et ont remercié l'Équipe spéciale des efforts considérables qu'elle avait entrepris pour mener à bien ces travaux. Le projet de lignes directrices a été approuvé et il a été décidé de le mettre définitivement au point en tenant compte des observations formulées au cours du débat.

16. Il a été noté qu'en dépit des problèmes dus au défaut de comparabilité des données et à l'emploi de plusieurs sources de données différentes, certains résultats concluants avaient été obtenus. Les statistiques sur l'immigration pouvaient procurer des données utiles sur l'émigration, même si elles ne devraient pas constituer le seul palliatif aux lacunes dans les données sur l'émigration, et ne devraient pas se substituer aux efforts que les pays devraient faire pour élaborer des statistiques de l'émigration sur la base de leurs propres sources de données.

17. Il a été souligné que pour améliorer la comparabilité des données, et leur utilisation comme source de statistiques sur l'émigration, l'essentiel était de se conformer, autant que possible, aux définitions recommandées par l'ONU et de fournir les métadonnées nécessaires pour permettre à d'autres pays d'interpréter correctement les données échangées. Il faudrait si possible éviter de se servir de variables de remplacement pour déterminer l'origine des émigrants (par exemple du pays de naissance au lieu du dernier pays de résidence). Il a été suggéré qu'un module type des migrations soit mis au point et que les pays l'incorporent aux enquêtes périodiques, ce qui permettrait d'améliorer la disponibilité et la comparabilité des données.

18. Différentes démarches ont été envisagées pour les pays qui souhaitent poursuivre l'échange de données, notamment des arrangements d'ordre bilatéral entre pays d'origine et pays de destination, et des initiatives multilatérales pilotées par des organisations internationales. La meilleure solution pourrait consister à combiner ces deux démarches, éventuellement en apportant certaines modifications au questionnaire commun sur les statistiques des migrations

internationales, en vue de collecter des données qui soient également utilisables aux fins des statistiques relatives à l'émigration. Les participants ont proposé que le groupe chargé de la tenue à jour du questionnaire commun envisage d'y inclure certains tableaux présentés dans les lignes directrices.

*A.2 Problèmes soulevés par la mesure de l'émigration et des envois de fonds des travailleurs migrants vers leur pays d'origine*

Documentation: communications sollicitées d'Eurostat, de l'OIT, de la République de Moldova, d'Israël et de la Tunisie.

Documents d'appui soumis par la Lituanie, l'Égypte et la Banque interaméricaine de développement.

19. Cette partie de la réunion était axée sur deux thèmes différents:

- La mesure de l'émigration à l'aide de données collectées dans les pays d'origine;
- La mesure des envois de fonds des travailleurs expatriés: cadre théorique et méthodes/sources statistiques.

20. Trois pays ont présenté différentes méthodes de mesure de l'émigration:

a) Israël a fait état de la méthode permettant d'évaluer l'effectif d'émigrants en mettant en corrélation des données de recensement, des données issues du registre de la population et des informations collectées aux frontières. Cette méthode a donné des résultats très encourageants à cet égard, grâce à la possibilité de corréler des données de stock et de flux précises et individuelles. Les problèmes à traiter sont notamment la difficulté d'enregistrer des événements démographiques, en particulier les naissances, les décès et les mouvements migratoires des Israéliens résidant à l'étranger;

b) La Tunisie a présenté le module spécial relatif aux migrations dont elle s'était servie dans le cadre du recensement de la population de 2004. Ce module avait permis de recenser les émigrants en demandant aux ménages interrogés si certaines personnes qui en faisaient partie cinq ans auparavant résidaient à l'étranger à la date du recensement. Les immigrants, y compris les ressortissants tunisiens expatriés qui étaient de retour au pays, ont également pu être recensés par le biais d'une question portant sur leur lieu de résidence cinq ans auparavant. Les participants à la réunion ont estimé que l'application expérimentale de ce module offrait un moyen très intéressant d'obtenir des données sur les nationaux qui vivaient à l'étranger, en fournissant des renseignements utiles sur les caractéristiques individuelles des émigrants. Les défauts du module ont également été mis au jour, par exemple la difficulté de recueillir des données sur les ménages dont tous les membres avaient quitté le pays. Il a été souligné en outre que cette source ne pouvait pas englober tout l'effectif d'émigrants mais prenait uniquement en compte les personnes qui avaient émigré au cours des cinq dernières années. Il a été suggéré de comparer ces résultats avec des données correspondantes des pays d'accueil;

c) La Lituanie a décrit la méthode qu'elle employait pour évaluer l'émigration irrégulière en se servant de données issues de l'enquête sur la population active et en identifiant les membres d'une famille qui avaient quitté le pays sans signaler leur départ.

20. On note un intérêt croissant au niveau international pour la mesure des envois de fonds des travailleurs expatriés, compte tenu du rôle que ces transferts financiers jouent dans l'économie des pays en développement. Dans certains pays, ces flux monétaires ont déjà atteint, voire dépassé, le niveau des investissements étrangers directs ou de l'aide publique au développement. Toutefois, il est généralement reconnu que les données sur les envois de fonds des travailleurs migrants soulèvent de graves problèmes de couverture et de définition du concept et qu'il est urgent d'améliorer la disponibilité et la fiabilité de ces données.

21. Un groupe de travail technique de l'ONU (le Groupe de Luxembourg<sup>1</sup>) a récemment mis au point un cadre global et cohérent pour définir et classer les transferts monétaires et non monétaires entre les ménages vivant dans différents pays. Ces travaux ont été accomplis dans le contexte des statistiques de la balance des paiements. Les participants à la réunion ont estimé que les travaux en question représentaient un apport très important. Cependant, il a été reconnu que le nouveau cadre établi dans le contexte de la balance des paiements devrait être analysé pour s'assurer que les besoins en information qu'implique une perspective démographique et sociale étaient convenablement pris en considération. Par exemple, le cadre de la balance des paiements s'étend à des transactions qui ne sont pas nécessairement liées à un mouvement migratoire. Par ailleurs, les transferts de capital et flux monétaires imputables aux migrants de retour au pays ne sont pas reflétés comme il le faudrait dans la balance des paiements. Il conviendrait également d'approfondir des questions complémentaires telles que les classifications des différents moyens – formels et informels – utilisés pour les transferts monétaires d'un pays à un autre. Les envois de fonds des migrants internes devraient également être pris en compte lorsqu'on adopte une perspective basée sur le ménage.

22. Diverses sources de données sont actuellement exploitées pour collecter des données sur les envois de fonds, principalement ceux qui sont effectués par des voies officielles comme les virements bancaires. À partir des sources de données sur les transferts monétaires formels, il est difficile de différencier les envois de fonds des travailleurs migrants des autres transferts monétaires, tandis que les transferts «informels» et «en nature» ne peuvent pas être estimés. Parmi les sources sur lesquelles on pourrait s'appuyer pour mesurer les rapatriements de salaires, il convient de mentionner les enquêtes auprès des ménages, qui permettraient d'améliorer la couverture des transferts totaux, tout en recueillant des données sur les caractéristiques des migrants et de leur famille. On pourrait réaliser des enquêtes complémentaires et parallèles respectivement dans le pays d'origine et dans le pays de destination des migrants.

23. Des exemples importants d'enquêtes auprès des ménages entreprises pour mesurer les envois de fonds des travailleurs expatriés ont été présentés et examinés: le module conçu par l'OIT à cette fin a été testé dans deux pays, à savoir l'Arménie et la Thaïlande, alors que Moldova a procédé à une enquête financée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ces expériences ont confirmé que les enquêtes auprès des ménages représentaient un excellent instrument de collecte de données sur les envois de fonds des travailleurs expatriés. D'importants problèmes restent à résoudre en ce qui concerne, d'une part, le choix des questions

---

<sup>1</sup> Font partie du Groupe de Luxembourg: Eurostat, le FMI, la Banque mondiale, l'Albanie, le Brésil, le Centre d'études monétaires latino-américaines, l'Allemagne, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Liban, le Mexique, la République de Moldova, la Norvège, les Philippines, le Portugal, l'Espagne et les États-Unis.

pertinentes pour déterminer le statut de migrant des membres d'un ménage et pour repérer et mesurer les transferts, à la fois monétaires et en nature, des migrants ainsi que, d'autre part, les classifications applicables aux moyens de transfert des fonds et à l'utilisation des sommes reçues.

B. Difficultés soulevées par la mise en œuvre du chapitre relatif aux migrations des Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des logements de 2010

Documentation: Exposé de la CEE.

Communications sollicitées de la Norvège, des États-Unis, d'Eurostat et de l'OIM.

Document d'appui soumis par le Tadjikistan.

24. Les participants ont débattu des chapitres 3 et 8 des Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des logements de 2010, qui se rapportent aux migrations internationales. La caractéristique essentielle «lieu de résidence habituelle» permet de déterminer quelles sont les personnes à inclure dans les principaux tableaux contenant les données issues du recensement. Il s'agit du lieu où une personne a effectivement vécu ou a l'intention de rester pendant une période continue d'au moins douze mois. Les caractéristiques essentielles «pays/lieu de naissance» et «nationalité», de même que la caractéristique subsidiaire «lieu de naissance des parents» permettent de repérer les groupes de population présentant un intérêt sur le plan des migrations internationales. Des informations d'ordre chronologique et géographique sur les migrations internationales sont collectées en fonction de la caractéristique essentielle «résidence antérieure à l'étranger et année d'arrivée dans le pays». Les participants se sont penchés sur le fait que le paragraphe 385 des Recommandations présentait deux concepts distincts, utilisés à des fins différentes: i) le nombre de personnes ayant changé de lieu de résidence dans l'année précédant le recensement, dont on peut se servir pour établir des estimations et projections démographiques, et ii) la durée du séjour au lieu actuel de résidence, sur laquelle on peut se fonder pour regrouper la population en catégories de migrants sur la base de la durée de leur séjour.

25. Un certain nombre de pays considéraient que la mise en œuvre des Recommandations de la Conférence leur posaient des problèmes. La notion de «lieu de naissance» pouvait être difficile à appliquer en cas de formation de nouveaux pays, de scission de pays en plusieurs entités, ou de modification du tracé des frontières. Fréquemment, les définitions du concept de résidence employées par les administrations nationales reposaient sur des durées de résidence, différant de la période de douze mois fixée dans les Recommandations. Parfois, les définitions des migrations étaient centrées sur l'intention de changer «de manière permanente» de lieu de résidence, plutôt que sur un changement de résidence assorti de critères de durée. Les définitions du lieu de résidence habituelle fondées sur la durée du séjour pouvaient s'avérer incompatibles avec les interprétations nationales du lieu de résidence, lorsqu'elles s'appuyaient sur des notions telles que la «résidence permanente» ou l'emplacement de la maison familiale. Compte tenu des circonstances politiques, géographiques et historiques, les questions touchant la résidence et les migrations étaient des sujets particulièrement sensibles dans certains pays. Les participants ont aussi reconnu qu'il importait de fournir des ressources humaines, financières et techniques suffisantes pour chaque étape de l'activité de recensement.

26. Les problèmes particuliers rencontrés par les pays qui optent pour une méthode de recensement fondée sur les registres ont été passés en revue. Bien souvent, l'institut national de statistique n'exerce qu'une influence très limitée sur les autorités chargées de tenir le registre de la population. Par exemple, il pouvait s'avérer difficile, voire impossible, pour l'institut, de faire modifier les seuils de durée de résidence utilisés dans le registre. Les migrants en situation irrégulière ne sont généralement pas pris en compte dans les registres. De même, les demandeurs d'asile et autres catégories de migrants, dont la résidence à long terme dans le pays n'a pas encore fait l'objet d'une décision, ne sont pas forcément enregistrés même s'ils séjournent dans le pays durant une période d'au moins douze mois. Il a également été estimé que les pays se servant de registres auraient du mal à mesurer «l'intention» des immigrants de rester sur leur territoire pendant une certaine période. On pourrait surmonter certaines difficultés en fournissant des métadonnées détaillées pour expliquer les écarts constatés entre la pratique dans les pays en question et les recommandations. La mise au point de tableaux spéciaux et l'extraction de données spécifiquement destinées aux comparaisons internationales sur la base des définitions énoncées dans les recommandations étaient également envisageables. Les participants ont recommandé que le Groupe directeur sur les recensements de la CEE étudie la possibilité d'élaborer des lignes directrices indiquant aux pays qui se servent principalement ou exclusivement de données de registres pour leurs recensements comment ils pourraient appliquer les recommandations de la Conférence des statisticiens européens.

27. Certains groupes de population présentant un intérêt sur le plan des migrations peuvent être classés parmi les groupes «difficiles à dénombrer» dans les enquêtes par sondage et les recensements. Les méthodes à suivre pour évaluer et améliorer la couverture de ces groupes ont été débattues, de même que les enseignements dégagés par les États-Unis lorsqu'ils ont modifié à titre expérimental la formulation des questions d'enquête portant sur la nationalité et l'année d'arrivée dans le pays pour évaluer les effets d'un tel changement.

28. Les enquêtes offrent la possibilité d'aller au-delà d'un simple dénombrement des migrants, en fournissant des données socioéconomiques plus étoffées sur les populations migrantes. Dans ce contexte, il a été fait état de projets de mise en œuvre d'un module spécial sur les migrants et les personnes nées de parents immigrés dans le cadre de l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne.

#### C. Nouveau règlement de l'UE relatif aux statistiques sur la migration

Document: Exposé d'Eurostat

Communication sollicitée de l'Autriche

Document d'appui soumis par la Norvège

29. Le principal objectif du règlement de l'UE relatif aux statistiques communautaires sur la migration est d'établir un fondement juridique pour les collectes de données de l'Union européenne dans ce domaine. Le règlement permettra également aux autorités statistiques nationales de disposer d'une base de travail et d'un mandat solides pour la production de données sur les migrations internationales.



30. Le règlement s'articule autour de définitions statistiques harmonisées. Toutefois, les pays sont libres de choisir les sources de statistiques qui leur conviennent le mieux. Bien qu'une certaine adaptation des sources de données soit envisageable, le but recherché n'est pas d'obliger les États membres de l'UE à recourir exclusivement aux nouvelles sources de données. Les statistiques visées par le règlement correspondent de très près aux données actuellement collectées par Eurostat sur les flux migratoires, les effectifs de populations étrangères, l'acquisition de la nationalité, l'asile, les mesures de lutte contre les migrations irrégulières et les permis de séjour. Les besoins en information des utilisateurs de données au sein de la Commission européenne et du Parlement européen ont été pris en considération pour rédiger ce texte législatif.

31. Au niveau communautaire, l'examen du règlement en question a longtemps porté essentiellement sur les concepts et les définitions. Le processus d'harmonisation dans ce domaine n'est pas toujours simple eu égard à la diversité des pratiques statistiques des différents pays de l'UE. En outre, le règlement communautaire a fait l'objet d'un examen particulièrement attentif en raison de sa nature juridique. Lors de la réunion, l'Autriche s'est attachée à présenter un état récapitulatif des efforts consentis pour formuler un texte de résolution acceptable à la fois par les institutions communautaires et par les États membres. Il a été fait mention de problèmes que pourrait poser l'harmonisation *de jure*, par rapport à l'harmonisation de fait, lors de l'élaboration des produits inclus dans la résolution.

32. Dans les prochaines années, des directives techniques seront mises au point dans le but d'aider les pays à appliquer le règlement communautaire. Des projets de grande envergure sont envisagés pour soutenir les États membres de l'UE dans leurs efforts pour exploiter des sources de données potentielles et faire bon usage des méthodes de modélisation statistique.

33. Les répercussions du règlement communautaire sur les pays qui ne font pas partie de l'UE ont également été étudiées. L'étude attentive des définitions réalisée lors de la préparation du règlement, et les directives mises au point pour en faciliter l'application, seraient également profitables aux pays non membres. Les priorités consisteront à promouvoir la poursuite de la coopération entre les organisations internationales grâce au questionnaire commun sur les migrations internationales, et à éviter les chevauchements entre les demandes adressées aux fournisseurs nationaux de données.

#### D. Plan de travail de la Conférence destiné à améliorer les statistiques des migrations

Documentation: Communications sollicitées des États-Unis, de l'OCDE, de l'Australie, de la Division de statistique de l'ONU et du projet MEDSTAT II.

34. Cette partie de la réunion a porté essentiellement sur le plan de travail établi par la Conférence pour améliorer les statistiques des migrations internationales. Le plan de travail a été lancé par la Conférence de manière à intensifier les efforts déployés pour remédier à un grand nombre des problèmes mis en évidence dans les recommandations de 1998, ainsi qu'aux nouveaux problèmes apparus ces dernières années. Le plan a pour objectif immédiat de définir un cadre de collecte de statistiques comparables sur les migrations internationales qui pourra être directement mis à profit lors de la série de recensements de 2010. La coopération entre les services nationaux de statistique et les organisations internationales est un élément essentiel, qui aura des incidences importantes sur la politique nationale et internationale dans des domaines

tels que la sécurité nationale, les relations internationales et le développement économique.

35. Un thème que l'on retrouve dans l'ensemble du plan de travail est la nécessité d'améliorer les catégories et d'harmoniser les définitions de façon à ce que les données puissent être échangées et comparées de manière significative à l'échelon international.

36. Le plan de travail s'articule autour de six produits.

1) Inventaire des définitions s'appuyant sur des métadonnées: examen des définitions de l'immigration (flux et stocks) utilisées par les pays, classification détaillée des typologies de migrants, et compilation des méthodes employées par les pays pour dénombrer les migrants «difficiles à évaluer»;

2) Projets pilotes destinés à mesurer les effets des différents seuils de durée sur les estimations des migrations;

3) Projet pilote visant à mesurer l'émigration à l'aide des données du pays d'accueil;

4) Définition des règles de résidence pour les migrants temporaires, y compris les travailleurs temporaires;

5) Harmonisation des concepts et définitions des envois de fonds (rapatriement de salaire) des travailleurs migrants utilisés dans le contexte de la balance des paiements, d'une part, et des enquêtes auprès des ménages, d'autre part;

6) Formulation des recommandations tendant à améliorer la collecte et l'exploitation des statistiques des migrations.

37. Les participants ont souscrit à la proposition présentée par les États-Unis d'instaurer une collaboration pour concrétiser les produits 1 à 3 et donner aux produits 4 et 5 une portée mondiale (par exemple à l'occasion de la réunion du Groupe d'experts de l'ONU sur la mesure des migrations internationales prévue en décembre 2006). Le Comité directeur établi pour suivre la mise en œuvre du plan a invité les participants à s'associer aux activités, en prenant part à ses propres travaux ou à l'élaboration des produits susmentionnés. Les participants intéressés ont été invités à se manifester auprès du secrétariat de la CEE au cours des deux semaines suivant la réunion du Groupe d'experts.

38. L'OCDE a mis en cause le concept de migration à long terme fondé sur la durée du séjour parce qu'il pourrait ne pas être pertinent pour certains décideurs et a proposé une nouvelle définition de ce concept basée sur les permis de séjour qui reflétaient les droits de séjour dans le pays d'accueil. Il a été reconnu que les pouvoirs publics avaient besoin de données fondées sur les droits de séjour ou de résidence. Toutefois, il a été souligné qu'une distinction nette devait être établie entre les deux méthodes (l'une basée sur la durée du séjour et l'autre sur les permis). Ces méthodes étaient complémentaires et répondaient à des besoins différents. L'importance d'une terminologie précise faisant clairement la différence entre les deux définitions a été mise en lumière. Les participants se sont entendus sur la nécessité de mettre au point des définitions communes des migrants s'appuyant sur différents critères, tels que la raison du séjour, le niveau d'instruction, l'activité économique, la situation familiale, etc.

39. Les migrants peuvent être classés en fonction de critères démographiques, sur la base du lieu et de la durée de résidence (on distingue, par exemple, les migrants à court terme et les migrants à long terme). Différents modes de classement sont souvent utilisés pour des besoins administratifs, autrement dit lorsque l'accent est mis sur les caractéristiques des individus (raison de leur séjour, niveau d'instruction, activité économique, situation familiale, etc.) et sur leur statut juridique. Il a été reconnu qu'en plus des statistiques sur les stocks et flux migratoires totaux, on avait besoin d'autres éléments d'information sur les personnes qui franchissent les frontières pour faciliter l'établissement de statistiques raisonnablement comparables au niveau international sur les caractéristiques des individus et leur statut juridique.

40. L'Australie a fait part des enseignements qu'elle avait retirés d'une analyse initiale réalisée aux fins du produit 2. Les résultats avaient fait apparaître une différence sensible entre la durée escomptée et effective de la présence d'une personne dans le pays ou de son absence du pays. L'application stricte du seuil des douze mois pourrait prêter à confusion. Une meilleure méthode pourrait consister à se baser sur la présence ou l'absence effective d'une personne pendant une période de douze mois au cours des seize mois suivants. L'analyse de l'Australie avait montré qu'il y avait avantage à étudier différents concepts de durée ainsi que leur impact sur les estimations des arrivées/sorties et des migrations nettes. Il a été suggéré de procéder à une analyse complémentaire dans le but d'examiner l'impact de divers seuils de durée sur les estimations des migrations en Australie et dans d'autres pays de la région.

41. La Division de statistique de l'ONU a appelé l'attention des participants sur la réunion du Groupe d'experts de l'ONU sur la mesure des migrations internationales qui allait se tenir à New York du 4 au 7 décembre 2006. Les participants à cette réunion passeraient en revue les méthodes appliquées par les pays et dresseraient une liste des problèmes posés par la compilation de statistiques des migrations internationales. Ces efforts aboutiraient à l'élaboration de recommandations concernant une série de stratégies et d'activités destinées à améliorer les statistiques des migrations, et notamment de suggestions quant à la teneur d'un manuel qui serait mis au point par la Division de statistique de l'ONU.

42. Le représentant de MEDSTAT, initiative financée par l'Union européenne, a présenté les objectifs et activités de la deuxième phase d'un projet MEDSTAT sur les statistiques des migrations. Le projet en question était axé sur la coopération entre pays de la zone méditerranéenne et l'aide à ces pays. Les participants à la réunion ont passé en revue les effets synergiques des travaux accomplis respectivement dans le cadre de MEDSTAT et du plan de travail de la Conférence. La participation des pays associés au projet et des pays méditerranéens en général aux activités inscrites au plan de travail de la Conférence a également été évoquée.

#### IV. TRAVAUX FUTURS

43. Le Groupe d'experts a recommandé de poursuivre les travaux visant à mettre au point les produits 1, 2 et 3 tels que présentés dans le plan de travail de la Conférence. Les activités ci-après ont été proposées:

Produit 1 (Inventaire de définitions s'appuyant sur des métadonnées)

- Examen de toutes les métadonnées déjà recueillies sur le terrain;

- Soumission aux pays d'un questionnaire en vue de contrôler et d'achever cet examen;
- Analyse des résultats;
- Présentation des résultats à la prochaine réunion et formulation de conclusions sur des pratiques optimales.

Produit 2 (Projets pilotes destinés à mesurer les effets des différents seuils de durée sur les estimations des migrations)

- Élaboration d'un protocole commun d'analyse (fondé sur les produits afin qu'il soit utilisable avec différentes sources) dans le but d'examiner:
  - L'impact des différents concepts de durée: durée effective, envisagée par l'intéressé, légale, sur quelle période de temps?
  - Impact de différents seuils;
  - Faisabilité de la mesure de différents seuils;
- Coordination des analyses réalisées par différents pays;
- Préparation d'un rapport de synthèse à présenter à la prochaine réunion.

Produit 3 (Projet pilote visant à mesurer l'émigration à l'aide des données du pays d'accueil)

- Mise au point de la version définitive des lignes directrices en y incorporant:
  - Un résumé des résultats obtenus par chaque équipe;
  - Un tableau présentant les avantages et les inconvénients des différentes méthodes qui peuvent être utilisées pour mesurer l'émigration (afin de déterminer où les données des pays d'accueil pourraient venir s'insérer);
  - Description des conditions auxquelles les données des pays d'accueil peuvent être utilisées;
  - Lignes directrices relatives à la mise en place d'accords bilatéraux.

44. Les participants ont proposé que la Division de statistique de l'ONU appelle l'attention de la réunion du Groupe d'experts, qui allait se tenir prochainement, sur la nécessité d'agir au niveau mondial dans le but de réaliser les objectifs des produits 4 et 5 du plan de travail de la Conférence. La Division a également été priée d'étudier la possibilité de prendre des mesures concrètes pour faire progresser les travaux relatifs aux produits 4 et 5.

45. Le Groupe d'experts a demandé que le Groupe directeur de la CEE chargé des recensements étudie la possibilité de s'attacher à formuler des recommandations pour mettre en

œuvre les recommandations de la Conférence dans les pays qui se servent de données tirées de registres.

46. Il est proposé que la prochaine réunion du Groupe d'experts se tienne à la fin de 2007 ou au début de 2008. L'ordre du jour devrait être établi en fonction des produits du plan de travail de la CEE relatif aux statistiques des migrations.

-----